

était au centre du projet colonial sioniste en Palestine. A maintes reprises, l'auteur reconstitue, à l'aide d'archives sionistes, l'entente des leaders sionistes, « *affirmée et réaffirmée, répétée de manière presque fatigante durant cinquante ans* » (p. 208). L'auteur répond de façon convaincante aussi bien à ceux qui avancent l'argument d'une expulsion des Palestiniens nécessitée par la guerre, qu'à ceux qui, défendant le sionisme, voient dans les incohérences de comportement des divers commandants d'armée ou dans l'absence de tout ordre d'expulsion non équivoque qui constitueraient des preuves irréfutables, la démonstration qu'il n'y eut aucune politique de transfert concertée.

Nur Masalha, une Palestinienne, retrace l'histoire de l'idée du transfert. Elle montre de quelle manière le débat sur cette idée s'efface ou resurgit selon les circonstances, comment il émerge au moment où le Yishouv se sent fort, comment il recule lorsque le Yishouv s'affaiblit ou lorsque les pressions de l'opinion internationale exigent la prudence. L'ouvrage n'aborde pas la mise en œuvre de l'idée du transfert, sauf dans le dernier chapitre à propos de l'exode de 1948, où l'auteur se réfère aux recherches importantes effectuées par des historiens israéliens comme Benny Morris et Simha Flapan. Mais les travaux israéliens essentiels de Tom Segev, Meir Pail, Uri Millstein, Netiva Ben Yehuda, Dan Kurzman, Gershon Shafir et Avi Shlaim ne sont pas mentionnés. De même, il n'y a aucune référence à des travaux palestiniens sur l'exode de 1948, surtout les récits en provenance de témoins directs qui racontent comment beaucoup de Palestiniens avaient été forcés de quitter leurs foyers.

Une lecture partielle des textes existants n'apporte que des preuves indirectes sur l'application opérationnelle de l'idée du transfert par les colons sionistes. Une lecture plus approfondie et plus exacte, en revanche, fournit les preuves convaincantes que le transfert a réellement été appliqué pendant la période cruciale qui va de 1947 à 1949 et au-delà, lorsque la nouvelle autorité sioniste s'est

lancée dans ce qu'on appelle communément aujourd'hui, mais ailleurs, la « purification ethnique ».

— FOUAD MOUGHRABI
Journal of Palestine Studies, n° 95, printemps 1995
Traduit par Nicola Hahn

SILVIO FERRARI. *VATICANO E ISRAELE : DA SECONDO CONFLITTO MONDIALE ALLA GUERRA DEL GOLFO* (LE VATICAN ET ISRAËL : DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE À LA GUERRE DU GOLFE). SANSONI EDITORE, FLORENCE, 1991. 216 p.

Silvio Ferrari, professeur de droit ecclésiastique aux universités de Parme et de Turin et auteur de plusieurs études sur l'aspect légal de la question de Jérusalem, est l'un des meilleurs spécialistes du Vatican. Cet ouvrage est son travail le plus complet sur un sujet qui a considérablement attiré l'attention depuis que le Saint-Siège a décidé d'établir des relations diplomatiques formelles avec l'Etat d'Israël.

La thèse centrale de l'auteur est que la question de Jérusalem a constitué l'un des obstacles fondamentaux dans les relations entre les deux Etats. Déjà avant la création d'Israël en 1948, le Vatican avait exprimé son opposition totale à la création d'un « foyer » (*homeland*) juif en Palestine. En 1944, lors d'une visite officielle de Winston Churchill au Vatican, Monseigneur Tardini, chargé des Affaires extraordinaires au secrétariat d'Etat du Vatican, avait préparé un ensemble de notes pour le Pape, où était déclaré que « *le Saint-Siège s'est toujours opposé à une domination juive en Palestine. [Le Pape] Benoît XV a œuvré avec succès pour empêcher que la Palestine ne devienne un Etat juif* » (p. 41). Ces orientations ont continué à guider la diplomatie du Vatican jusqu'après la création de l'Etat d'Israël. Le Saint-Siège craignait qu'Israël ne devienne un bastion socialiste au Moyen-Orient et ne renforce ainsi les forces antichrétiennes dans la région. L'autre préoccupation majeure du

Vatican était le destin et le statut des chrétiens arabes vivant en Palestine ainsi que dans d'autres pays arabes et musulmans. Enfin, il y avait la question de Jérusalem. Le Vatican ne voulait pas voir la ville sainte de la chrétienté tomber entre les mains des « infidèles », qu'ils soient juifs ou musulmans. Pour cette raison, les souverains pontifes ont appelé à l'« internationalisation » de Jérusalem. Ferrari se sert de documents divers pour illustrer l'évolution de l'attitude du Vatican à l'égard de la ville, utilisant notamment des documents d'archives américains, britanniques, français et italiens afin de faire comprendre et d'appuyer ses arguments. En 1948, le pape Pie XII avait publié une encyclique importante où il réclamait des garanties internationales pour assurer « *le libre accès aux lieux saints éparpillés à travers la Palestine, ainsi que la liberté de culte et le respect des coutumes et traditions religieuses* » (p. 121). Selon l'auteur, différents facteurs ont amené le Pape à demander l'internationalisation de Jérusalem. D'abord, le Vatican était inquiet que les lieux chrétiens de pèlerinage ne tombent sous contrôle israélien après la première guerre israélo-arabe (1948). On estimait que le gouvernement israélien allait faire un « *effort silencieux* » pour « *éliminer toute présence chrétienne ou musulmane dans la nouvelle ville de Jérusalem* » (p. 121). Le Vatican, en outre, craignant qu'il soit impossible pour les réfugiés palestiniens de retourner dans leurs régions d'origine, pensait que la ville, en ce cas, pourrait constituer pour eux un havre sûr. L'auteur rappelle le rôle important joué par la France et nombre de pays d'Amérique latine pour faire passer l'internationalisation par le biais des Nations unies. En fait, une lutte acharnée s'était développée entre des pays catholiques et des pays à majorité protestante, et, selon Ferrari, l'insistance inflexible du Vatican pour que soit internationalisée la ville entière de Jérusalem se trouvait contrecarrée par une âpre « *campagne protestante* », orchestrée par le gouvernement israélien au printemps 1950.

Le chapitre V est consacré à l'évolution des relations entre le Vatican et Israël, relations

étroitement liées aux fluctuations des relations Est-Ouest et catholiques-juifs. Durant les années 1950 et 1960, différents facteurs rendaient les relations diplomatiques entre le Vatican et Israël impensables : l'apparition de nombreux nouveaux pays ayant acquis l'indépendance, la création du mouvement des « non alignés » qui avait déclaré sa sympathie à la cause palestinienne, ainsi que les choix philosophique et politique du Vatican, qui avait opté pour une paix conforme à la justice. Paul VI, dans ses discours et ses actes, adopta une position pro-palestinienne, visita la Terre sainte en 1964 (il fut ainsi le seul pape à se rendre au Proche-Orient), œuvra pour l'amélioration entre monde arabe et monde musulman dans l'esprit de Vatican II. Sous son pontificat, le Vatican condamna les tentatives israéliennes de « judéiser » Jérusalem après l'occupation de 1967. Sa rencontre avec Golda Meïr souligna plus qu'elle n'atténua les difficultés entre Rome et Tel-Aviv, encore aggravées par la controverse autour de l'archevêque Hilarion Capucci (vicaire patriarche grec catholique de Jérusalem, 1974-1977) ou la tragédie du Liban (p. 179).

Sous le pontificat de Jean-Paul II, la position du Vatican en ce qui concerne le conflit israélo-arabe se veut plus équilibrée. Ferrari souligne la nature pragmatique de la vision papale des affaires internationales, et en particulier au Moyen Orient. La condition déplorable faite aux Palestiniens est devenue le leitmotiv des discours papaux. Le Pape reçoit à deux reprises Yasser Arafat et lui manifeste sa satisfaction pour avoir choisi la solution diplomatique au conflit avec Israël. Entre-temps, la communauté juive américaine, le gouvernement israélien et l'administration des Etats-Unis avaient exercé des pressions incessantes sur le Vatican pour qu'il reconnaisse Israël. Jean-Paul II multiplie les gestes positifs envers le peuple juif (ainsi, il visite Auschwitz et la synagogue de Rome. La guerre du Golfe, ainsi que le montre Ferrari, affecta elle aussi les rapports entre le Vatican et Israël. Le gouvernement israélien voulait la libération du Koweït au prix de la disparition de la

puissance militaire de Saddam Hussein qui menaçait Israël. Le Vatican choisit une approche plus prudente, par crainte qu'une confrontation dans le Golfe n'empoisonne des relations déjà difficiles entre musulmans et Arabes chrétiens. Jean-Paul II appelle à plusieurs reprises à une solution pacifique du conflit et mobilise la diplomatie du Vatican afin d'en convaincre les Etats-Unis et la Communauté européenne. Dans sa conclusion, Ferrari constate que le Vatican ne réclame plus une internationalisation de Jérusalem et qu'il serait aujourd'hui enclin à accepter la souveraineté israélienne (ou une souveraineté palestinienne en attendant les conclusions des négociations), tout en souhaitant des garanties pour la vieille ville. L'auteur, qui bénéficie de contacts avec le secrétariat d'Etat du Vatican, écrit que celui-ci aimerait que soient garantis l'accès libre aux lieux saints et la liberté de culte pour les différentes communautés religieuses de Jérusalem. Israël devrait s'engager à maintenir et respecter ces droits devant des représentants de la communauté internationale (p. 214). Le deuxième niveau de garanties demandées par le Vatican est le respect de l'identité historique de Jérusalem en termes de bâtiments, tombeaux, musées, ainsi que de celui des environs. Il estime que la vieille ville de Jérusalem devrait être placée sous supervision de l'UNESCO, comme Venise, et reconnue en tant que patrimoine culturel et religieux de l'humanité. Enfin, le Vatican souhaiterait que la protection des droits religieux et culturels, ainsi que les droits de l'homme pour les chrétiens et musulmans vivant à Jérusalem, soient assurée par des garanties internationales, sur le modèle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

— GEORGE IRANI

Journal of Palestine Studies, n° 95, printemps 1995
Traduit de l'américain par Nicola Hahn

HALA KALEH ET SIMONETTA CALDERINI. *THE INTIFADA. THE PALESTINIAN UPRISING IN THE WEST BANK AND GAZA STRIP : A BIBLIOGRAPHY OF BOOKS AND ARTICLES, 1987-1992*. OXFORD, MIDDLE EAST LIBRARIES COMMITTEE, 1993, 2 x 60 P.

Cette bibliographie comporte les principaux articles et monographies parus sur l'Intifada depuis son commencement en 1987 et jusqu'en 1992. Divisée en deux parties indépendantes de 60 pages chacune, elle tient compte des publications en langue arabe d'une part, en langues occidentales de l'autre (surtout l'anglais, et, dans une moindre mesure le français, l'allemand, l'italien et l'espagnol), ainsi que d'une monographie en hébreu. Chaque partie est subdivisée en années de publication ; à l'intérieur de chaque année les notices apparaissent par ordre alphabétique des auteurs.

Parmi les revues dépouillées, on retrouve les titres classiques concernant les questions internationales, mais aussi quelques numéros de périodiques spécialisés dans d'autres domaines (*American Journal of Orthotherapy*, *American Journal of Psychotherapy*, etc.). De même, sont dépouillées ici et là des revues d'origines diverses, tels les pays scandinaves ou la Suisse.

Outil riche et précieux pour le chercheur, cette bibliographie est certainement la plus complète dans son genre. On regrette seulement l'absence d'index thématique, ainsi que le manque d'une liste des revues et de leur pays d'origine. Par ailleurs, il reste à la compléter au moins par les publications de 1993, dernière année de l'Intifada.

— N. H.

PRÉCISION : Le texte de Joseph Bahout, « Les entrepreneurs syriens et la paix au Moyen-Orient », publié dans notre numéro précédent, est l'une des études qui composent l'ouvrage collectif *L'Economie de la paix au Moyen-Orient*, édité conjointement par Maisonneuve-Larose et le CEDEJ (1995). La version du texte que nous avons publiée a été légèrement remaniée par l'auteur.